

BREVES ÉCONOMIQUES

DU PROCHE-ORIENT

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JERUSALEM, LE CAIRE, TEHERAN, TEL-AVIV)

N° 31 – du 27 juillet au 24 août 2023

ZOOM SUR : LA DÉPENDANCE DES PAYS DU PROCHE-ORIENT A LEUR DIASPORA.

La région du Proche-Orient reçoit chaque année, selon la Banque mondiale, plus de 53 Mds USD de transferts de fonds depuis l'étranger. Pour certains pays de la région, la dépendance de leur économie aux envois de la diaspora augmente leur vulnérabilité vis-à-vis des fluctuations économiques et politiques extérieures. En outre, bien que ces transferts de fonds soutiennent la consommation locale, ils ne sont que rarement investis dans l'économie productive, et ne constituent pas une solution durable pour les économies de la région.

De manière notable, l'importante diaspora libanaise constitue un des piliers de l'économie du pays. D'une part via les transferts de fonds qui se seraient élevés à 6,4 Md\$ en 2022, et d'autre part via les recettes touristiques liées avant tout aux retours saisonniers. Les revenus du tourisme auraient atteint 4 Md\$ en 2022, soit 18% du PIB. Ces flux financiers issus de la diaspora se maintiennent dans un contexte de forte émigration.

Le système économique jordanien est aussi fortement dépendant des transferts des travailleurs expatriés, évalués à 11,3 % du PIB en 2021, soit plus de 5 Mds USD selon la Banque mondiale. Si la Jordanie souffre vraisemblablement d'un « brain drain », les envois de fonds des expatriés jordaniens sont essentiels pour les ménages jordaniens et représenteraient 33 % de leurs revenus en 2018.

La situation palestinienne est comparable à celle de la Jordanie. Bien que difficilement estimables, les transferts en Palestine équivalent à environ 10% du PIB, et permettent aux ménages de maintenir leur niveau de consommation. Sa diaspora compte 6,6 millions de Palestiniens (hors d'Israël), dont 3,4 millions de réfugiés, principalement en Jordanie, Liban et Syrie. La situation particulière des Territoires palestiniens, territoire occupé, divisé, aux conditions d'accès et de mouvements précaires, rend son économie en partie dépendante de financements externes assurés par les transferts de la diaspora, les revenus des Palestiniens qui travaillent en Israël, ainsi que par les bailleurs de fonds.

En Egypte, le poids de ces transferts financiers n'a cessé de s'accroître ces dernières années, tant en termes de source de devises étrangères que de soutien à la consommation et à l'épargne domestique. Il représente ainsi en moyenne entre 7 et 10 % du PIB (30 Mds USD en moyenne sur les trois dernières années). Une étude de l'OIM parue en 2010 indiquait que le montant de ces transferts constituait en moyenne 43 % du revenu total des ménages bénéficiaires interrogés. On note toutefois une légère baisse des transferts pour l'année 2022 après une année 2021 record (31,4 Mds USD de transferts).

Service Économique Régional de Beyrouth

LE CHIFFRE À RETENIR

7 A 27 %

MONTANT DES TRANSFERTS
RAPPORTE AU PIB EN EGYPTE,
JORDANIE, PALESTINE ET LIBAN



REGION

1. MISE A JOUR PAR LA BANQUE MONDIALE DU CLASSEMENT DES PAYS SELON LEURS REVENUS.

La Banque Mondiale a publié sa classification des pays pour l'année 2024, établie sur la base du revenu national brut (RNB) par habitant. Ce classement détermine notamment des critères d'éligibilité aux prêts par les différents organes spécialisés de la Banque Mondiale (BIRD, IDA ou mixte). Après la rétrogradation du Liban l'an passé dans la catégorie des pays à revenus intermédiaires inférieurs (RNB/habitant compris entre 1 136 et 4 465 USD), la Jordanie a été rétrogradée dans cette même catégorie dans le nouveau classement. Cette reclassification est avant tout liée à une estimation à la hausse de la population jordanienne (+8,6%). En revanche, les Territoires Palestiniens ont amélioré leur classification en passant à la catégorie des pays à revenus intermédiaires supérieurs grâce à la croissance de leur PIB en 2022 (+3,9%). Les autres pays de la région ont conservé leur classification, à savoir hauts revenus pour Israël ; revenus intermédiaires supérieurs pour l'Irak ; revenus intermédiaires inférieurs pour l'Égypte, le Liban, et l'Iran ; et bas revenus pour la Syrie.

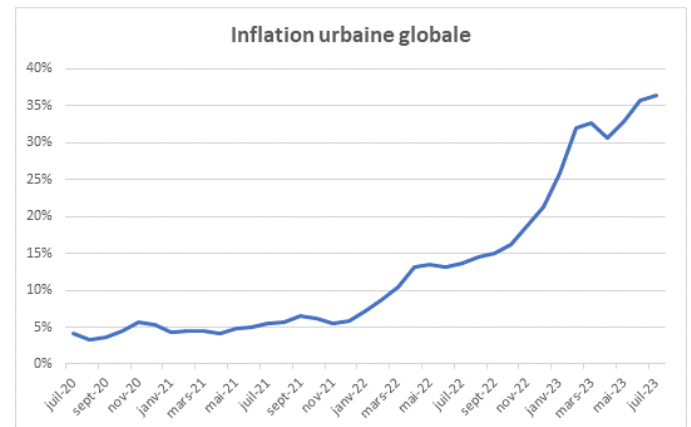
	Lower Income	Lower Middle Income	Upper Middle Income	High Income
RNB par habitant	<= 1 135	1 136 – 4 465	4 466 – 13 845	> 13 845
Pays	Syrie	Jordanie ↓ Égypte Iran Liban	Territoires Palestiniens ↑ Irak	Israël

ÉGYPTE

1. NOUVEAU RECORD D'INFLATION AU MOIS DE JUILLET.

L'inflation a accéléré à un rythme record en juillet pour atteindre 36,5 % en glissement annuel contre 35,7 % en juin malgré un ralentissement de la hausse sur base mensuelle pour le deuxième mois consécutif. La hausse des prix des produits de base, dont le tabac et le sucre, a été l'un des principaux moteurs de l'inflation ce mois. Bien que la Banque centrale d'Égypte maintienne son objectif

d'atteindre un taux d'inflation moyen de 7 % au T4 2024, la fin du pacte céréalier de la mer Noire entre la Russie et l'Ukraine et la décision de l'Inde d'interdire les exportations de riz blanc non basmati devraient exercer une pression sur les marchés locaux du blé et du riz dans les mois à venir.

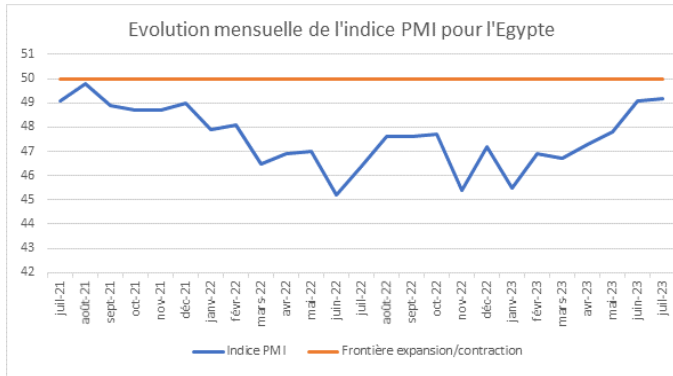


2. HAUSSE DE 100 POINTS DE BASE DES TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE D'ÉGYPTE.

Si le comité de politique monétaire avait laissé les taux inchangés lors de ses deux dernières réunions en mai et juin 2023, la Banque centrale d'Égypte a décidé contre toute attente d'augmenter ses taux directeurs de 100 points de base (+1100 pnb depuis mars 2022) afin de contenir les pressions inflationnistes. Ainsi, cette décision établit les taux de dépôt, de refinancement et marginal respectivement à 19,25 %, 20,25 % et 19,75 %. En parallèle, la Banque centrale d'Égypte a vendu 626 M EUR de bons du Trésor à un an libellés en EUR lors d'une vente aux enchères mi-juillet à un taux de rendement moyen de 4 %.

3. AMÉLIORATION DE L'ACTIVITÉ COMMERCIALE SELON L'INDICE PMI.

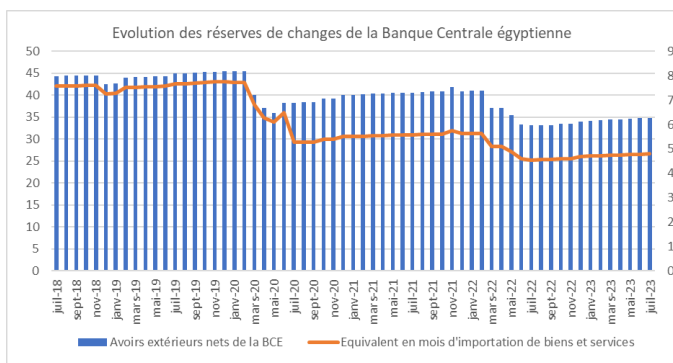
L'indice PMI du pays a augmenté pour la quatrième fois consécutive en juillet 2023 pour atteindre 49,2, contre 49,1 au mois de juin. Ce fléchissement de la contraction laisse entrevoir les premiers signes d'une reprise de la demande du marché après une longue période de ralentissement. Il s'agit en effet de la valeur la plus élevée depuis août 2021, bien que l'indice PMI demeure inférieur à la barre (50) qui sépare la croissance de la contraction.



Source S&P

4. LES RESERVES DE CHANGE DE L'EGYPTE CONTINUENT D'AUGMENTER EN JUILLET.

Au mois de juillet, les réserves de change ont augmenté pour le dixième mois consécutif pour atteindre 34,88 Mds USD en juillet contre 34,81 Mds USD le mois précédent. Pour rappel, le pays souffre d'une pénurie prolongée de devises déclenchée par la guerre en Ukraine et la hausse des taux d'intérêt. Dans ce cadre, les banques publiques Banque Misr et National Bank of Egypt (NBE) ont lancé le 24 juillet dernier deux nouveaux certificats de dépôts en USD pour tenter de renforcer les réserves de change. Par cette émission, la NBE s'attend à retirer plus de 4 Mds USD de devises fraîches.



Source BCE

IRAK

1. POINT SUR LES EXPORTATIONS DE PETROLE ET LES FINANCES PUBLIQUES.

Sur les sept premiers mois de l'année, la valeur des exportations de pétrole brut de l'Irak fédéral (hors Kurdistan irakien) a atteint 52,8 Mds USD (-26,5% en glissement annuel), en raison d'un prix moyen du baril exporté à 75,2 USD en moyenne contre 102,4

USD un an plus tôt. Leur volume moyen se maintient à 3,3 Mb/j, avec une hausse constatée à 3,4 Mb/j en juillet.

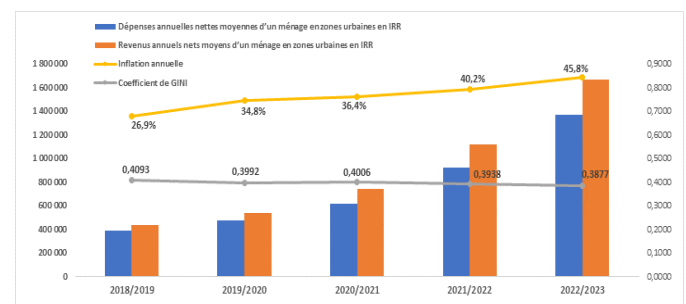
À noter que la récente rencontre entre le ministre du Pétrole irakien et de l'Énergie turc à Ankara le 22 août dernier n'a pas abouti à une reprise effective des exportations vers le port de Ceylan en Turquie (oléoduc fermé depuis le 25 mars), infligeant des pertes estimées déjà à la mi-mai à 2 Mds USD (sur la base de 400 000 baril/jour) pour le Kurdistan irakien où la majorité des sites de production sont maintenus à l'arrêt.

La ministre des Finances a par ailleurs confirmé que 97% des revenus de l'État fédéral irakien depuis le début de l'année provenaient des recettes pétrolières. L'absence de diversification des recettes publiques reste à ce jour l'une des principales lacunes de la politique économique du gouvernement al-Soudani, qui s'est pourtant fixé comme objectif de porter à 80% la part des recettes pétrolières dans les revenus publics d'ici 2025.

IRAN

1. BAISSA DU COEFFICIENT DE GINI A 0,387 EN G.A.

Selon le Centre national des statistiques, en 2022/2023, le coefficient de GINI en Iran aurait été ramené de 0,393 à 0,387 et les dépenses annuelles nettes moyennes d'un ménage en zone urbaine auraient augmenté de 48,3% en g.a, dont +52,8% en g.a pour les dépenses alimentaires et +46,6% en g.a pour les dépenses non-alimentaires. Parmi les dépenses non-alimentaires (72,5% du total), le logement (52,5% du total, +16,7% en g.a) demeure le principal véhicule d'investissement pour se couvrir contre l'inflation. Durant cette période, les revenus annuels nets moyens d'un ménage en zone urbaine auraient connu une hausse légèrement supérieure aux dépenses, de l'ordre de 48,5% en g.a.





2. ESTIMATION DE LA PRODUCTION DE PÉTROLE A 3,3 Mb/j.

D'après le ministre du Pétrole, la capacité de production de pétrole s'est élevée à 4 Mb/j, dont 3 Mb/j seraient produits dans les zones pétrolières du sud par la société National Iranian South Oil. La production actuelle est estimée à 3,3 Mb/j et le ministère prévoit d'augmenter la production par l'emploi d'équipements de traitement mobiles (Skid Mounted) dans les projets. Pour mémoire, selon l'OPEP, la valeur des exportations de pétrole en 2022, est passée de 25,5 à 42,6 Mds \$, soit une hausse de +67% en g.a.

3. INFLATION DE 48,5% AU MOIS DE TIR (JUILLET 2023).

Selon le centre national des statistiques, l'indice des prix à la consommation aurait atteint 47,5% en moyenne annuelle (-1% par rapport à juin) et 39,4% en glissement annuel (-3,2% par rapport à juin) à la fin du mois de Tir (juillet 2023). L'hôtellerie et la restauration (+78,9%), les aliments et boissons (+66,2%), la santé et l'hygiène (+49,6%) enregistrent les hausses les plus fortes.

4. HAUSSE DE 13% DE LA CONSOMMATION D'ESSENCE.

Selon la société NIORDC, au cours des cinq premiers mois de l'année 2022/2023, 17 Mds litres d'essence auraient été distribués aux 4 400 stations-service, dont la consommation moyenne quotidienne serait passée de 103 à 119 ML/j. La production quotidienne d'essence dans les raffineries et la capacité de stockage seraient respectivement de 115 ML/j et 150 M litres. Pour mémoire, le prix d'essence est de 30 000 IRR (soit 6,6 centimes d'euro au taux ICE 1€ = 448 000 IRR) et chaque voiture bénéficie mensuellement d'un quota de 60 litres au prix de 15 000 IRR.

ISRAËL

1. FACILITATION DE L'IMPORTATION D'ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX.

Le Ministère de la Santé a décidé de simplifier l'importation du matériel médical en réduisant les délais d'enregistrement pour les équipements déjà homologués dans l'Union européenne et aux Etats-Unis. Les produits médicaux seront classés en trois catégories, chacune ayant un processus d'approbation spécifique. Ces changements devraient permettre au gouvernement

d'économiser près de 90 M ILS (22 M EUR) et de réduire les coûts pour les consommateurs.

2. CROISSANCE ET CONSOMMATION DES MÉNAGES.

Au second trimestre 2023, l'économie israélienne a enregistré une croissance de 3%, légèrement supérieure aux prévisions mais nettement moins que l'année dernière. La consommation des ménages a de son côté baissé de 0,6%. Concomitamment, les dépenses pour des biens non essentiels ont chuté de 11,2%, et les investissements dans l'industrie technologique ont diminué de 19,4%.

3. INAUGURATION DE LA LIGNE ROUGE DU TRAMWAY DE TEL-AVIV.

Avec six ans de retard sur les prévisions d'origine, la première ligne du grand projet de tramway de Tel-Aviv a enfin été inauguré le vendredi 18 août. Le Ministère des Transports espère que cette ligne en partie souterraine facilitera la circulation de la population dans une ville asphyxiée par les embouteillages.

4. ARTELIA FAIT PARTIE DU CONSORTIUM REMPORANT LA GESTION DE LA LIGNE M3 DU FUTUR METRO DE TEL-AVIV.

NTA, la société des transports urbains du grand Tel-Aviv, a annoncé les résultats de l'appel d'offres pour la gestion des trois futures lignes du Métro (2,5 Mds EUR). Les soumissionnaires devaient obligatoirement placer en tête de file une société israélienne. La société française Artelia fait partie du consortium ayant remporté la ligne M3 (39km). La société du métro de Milan MM SPA est dans le consortium se voyant attribuer la ligne M1 (85km) et la société britannique SWP dans celui de la ligne M2 (25km).

JORDANIE

1. RECORD DES RECETTES TOURISTIQUES ET HAUSSE DE FREQUENTATION DE L'AÉROPORT.

La Banque centrale de Jordanie (CBJ) indique que les recettes touristiques sur les sept premiers mois de 2023 ont enregistré une augmentation de +50,1% par rapport à la même période de 2022 pour atteindre 4,2 Mds USD. Ces chiffres vont de pair avec la hausse de fréquentation de l'aéroport international Queen Alia (QAIA) observée par l'entreprise Airport International Group (AIG). QAIA a accueilli plus de 5 M de passagers de janvier 2023 à juillet 2023 (dont plus de 1 M pendant le seul mois



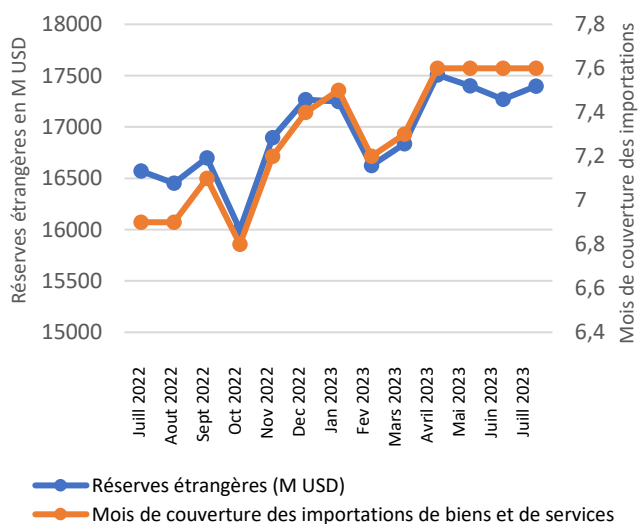
de juillet), soit une augmentation de +28,2 % par rapport aux chiffres des mêmes mois de 2022. QAIA a aussi enregistré 45 402 mouvements d'avions, marquant une hausse de +16,7 % par rapport à 2022 et traité 36 360 tonnes de fret, soit +5,8 % par rapport à 2022.

2. BAISSÉ DES FLUX D'IDE ENTRANTS EN JORDANIE AU PREMIER TRIMESTRE DE 2023.

Selon les données de la Banque centrale de Jordanie (CBJ), les flux d'investissements directs étrangers (IDE) se sont élevés à 199,9 M JOD (281,9 M USD) au premier trimestre de 2023 contre 288,5 M JOD (406,8 M USD) au premier trimestre de 2022. Ils enregistrent ainsi une baisse de -30,7 % en glissement annuel (g.a.). Malgré les chiffres du premier trimestre 2023, le FMI a revu à la hausse sa prévision dans la sixième revue, la dernière en date, de l'EFF en cours, passant alors de 1,1 M USD à 1,4 M USD pour 2023. Le Fonds prévoit ainsi une hausse de plus de 20 % en 2023 par rapport à 2022. Pour rappel, les flux d'IDE enregistrés en 2022 ont atteint 807,3 M JOD (1,1 Md USD), une hausse de +82,9 % par rapport à 2021 (441,5 M JOD soit 622,5 M USD).

3. STABILITÉ DES RÉSERVES DE CHANGE D'AVRIL À JUILLET.

Selon la Banque centrale de Jordanie (CBJ), les réserves de change restent stables sur une base mensuelle à fin juillet 2023 (+0,7 %). Elles sont évaluées à 17 397,5 M USD soit une hausse de 130,6 M USD par rapport à fin 2022 où elles avaient atteint 17 266,9 M USD. Selon les données de la CBJ, les réserves sont suffisantes pour couvrir 7,6 mois d'importations de biens et de services en Jordanie (contre 7,4 fin décembre 2022).



LIBAN

1. FIN DU MANDAT DU GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE.

Après 30 ans à la tête de la Banque du Liban (BdL), le gouverneur Riad Salamé a achevé son mandat le 31 juillet 2023. En l'absence de consensus politique quant à sa succession, le premier vice-gouverneur Wassim Mansouri assure désormais l'intérim à la tête de la BdL. A la suite de l'annonce de la mise en place de sanctions visant Riad Salamé et ses proches par les Etats-Unis, le Canada et le Royaume-Uni, le gouverneur par intérim a annoncé la décision de geler les comptes de Riad Salamé et de ses proches. Par ailleurs, il a appelé à un processus de normalisation du financement du déficit public par la BdL, via l'adoption d'une loi. Les audits externes de la BdL réalisés au cours des dernières années (audit juricomptable d'Alvarez & Marsal, audits financiers de KPMG et Oliver Wyman), qui ont fuité dans la presse ces dernières semaines, témoignent de fortes irrégularités dans le fonctionnement et la gestion de l'institution.

2. TOTALÉNERGIES : DÉBUT DE L'EXPLORATION GAZIÈRE SUR LE BLOC 9.

La plateforme de forage « Transocean Barents » est arrivée mi-août sur le site d'exploration de gaz offshore, situé à 120 km de Beyrouth, afin d'effectuer un forage d'ici la fin de l'année. Pour mémoire, les licences d'exploration du bloc 9 sont détenues par le consortium comprenant TotalEnergies (35%, opérateur), ENI (35%, partenaire) et Qatar Energy (30%, partenaire depuis janvier 2023). Le Premier Ministre et le Président du Parlement se sont rendus sur la plateforme le 22 août, témoignant des attentes fortes qui entourent le projet d'exploration gazière, dont le potentiel commercial doit encore être confirmé.

3. ADOPTION DU PROJET DE BUDGET 2023 PAR LE CONSEIL DES MINISTRES.

Le Conseil des ministres a approuvé le 16 août le projet de budget 2023. Le déficit prévisionnel y a été revu à la hausse, passant de 18,8 % du total des dépenses publiques dans l'avant-projet à 23,6 % dans le texte actuel. Les raisons de l'augmentation n'ont pas été à ce jour révélées, bien qu'une dotation supplémentaire au budget général pour l'année 2023 est déjà anticipée. Le projet de loi vise également à accorder au gouvernement le droit de

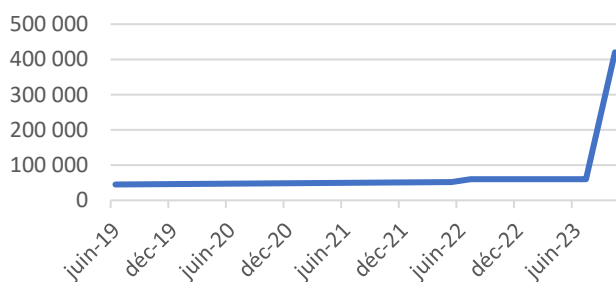


légiférer dans le domaine douanier. Le Parlement doit à présent approuver et potentiellement amender le texte. Le Conseil des ministres devrait par ailleurs examiner la loi de finances 2024 à la fin du mois d'août, étape indispensable et urgente pour la suite des discussions avec le FMI.

4. MULTIPLICATION PAR 7 DES PRIX DE L'INTERNET FIXE.

Le Ministre des Télécommunications a annoncé mi-juillet la modification de la grille tarifaire d'Ogero, l'opérateur public d'internet fixe. Le forfait d'abonnement de base (80 gigabits) est ainsi passé de 60 000 à 420 000 LBP. Ces nouveaux tarifs, qui entreront en vigueur le 1^{er} septembre 2023, constituent la seconde revalorisation depuis le déclenchement de la crise et l'effondrement de la valeur de la livre par rapport au dollar (la précédente augmentation en juillet 2022 était toutefois d'une ampleur bien plus faible). Contrairement aux prix de la téléphonie mobile (Alfa/Touch), les forfaits d'Ogero ne sont pas indexés au taux de la plateforme Sayrafa. L'entreprise publique était ainsi devenue dépendante des avances budgétaires décidées en Conseil des ministres. Dans un contexte de manque de liquidités pour acheter du fuel pour ses groupes électrogènes et répondre aux exigences salariales de ses employés, l'opérationnalité du réseau d'Ogero est fréquemment affectée.

Evolution du prix de l'internet fixe DSL
d'Ogero - 80 gb (LBP)



SYRIE

1. HAUSSE DES SALAIRES DES FONCTIONNAIRES.

Deux décrets présidentiels parus le 15 août ont acté une hausse de 100% des salaires des fonctionnaires et des retraités civils et militaires, ainsi qu'un salaire minimum mensuel pour le secteur privé de 185 940 livres syriennes (soit 13 USD au taux du marché parallèle). Ces décrets font suite à la dépréciation drastique du taux parallèle de la livre syrienne ces dernières semaines, atteignant 14 300 livres pour un dollar au 16 août. Le contrôle du taux de change suite à cette augmentation de salaire sera d'autant plus difficile à maîtriser, en particulier dans un contexte de dollarisation croissante de l'économie.

2. LEVEE DES SUBVENTIONS SUR L'ESSENCE.

Entre juin et juillet 2023, le coût de la vie a augmenté de 88%, mettant en difficultés les ménages pour répondre à leurs besoins essentiels. La levée totale des subventions sur l'essence, annoncée par le ministère du Commerce le même jour que les décrets présidentiels, constitue un nouveau facteur d'instabilité économique et sociale. Les chauffeurs de bus sont notamment en grève depuis que le litre d'essence est passé de 3 000 SYP à 8 000 SYP (soit 0,9 USD au taux officiel), tandis que le prix du fuel est passé de 700 SYP à 2 000 SYP.

LA DIRECTION GENERALE DU TRESOR EST PRESENTE DANS PLUS DE 100 PAYS A TRAVERS SES SERVICES ECONOMIQUES.
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE BEYROUTH

REDACTEUR : SERVICE ECONOMIQUE REGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ECONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JERUSALEM, LE CAIRE, TEHERAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH